

Massacres de Bisesero au Rwanda : l'ex-commandant de Turquoise se félicite du non-lieu en France

AFP, 9 septembre 2022

Le général Jean-Claude Lafourcade, à la tête de l'opération militaro-humanitaire « Turquoise » française accusée d'inaction au Rwanda pendant les massacres de Bisesero en juin 1994, s'est félicité vendredi dans un communiqué à l'AFP du non-lieu général ordonné dans l'enquête sur le sujet.

« Cette ordonnance de non-lieu ne laisse place à aucune ambiguïté et corrobore en tous points les déclarations faites auprès des enquêteurs par l'ensemble des officiers concernés, pour conclure à l'absence de toute responsabilité de l'Armée française », se réjouit celui qui commandait l'opération en juin 1994.

La décision des magistrats instructeurs parisiens « démontre l'inanité des accusations ignobles, abondamment relayées dans la cybersphère, et qui ont voulu porter pen-

dant ces nombreuses années un discrédit sur les militaires français et leur action au Rwanda. »

Ces derniers, « *injustement accusés* », « *sont définitivement réhabilités et peuvent afficher leur fierté de ce qu'ils ont accompli au Rwanda* », d'après le général Lafourcade, évoquant une opération menée avec « *humanité, engagement et dans le respect de l'éthique* » et qui « *a permis de sauver de nombreuses vies* ».

Il demande « *que le récit de ces événements tragiques puisse être complété par la consultation de l'ensemble des archives de l'ONU et des divers Etats impliqués dans la crise rwandaise.* »

Plusieurs parties civiles, dont les associations Survie, Ligue des droits de l'Homme (LDH), Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) ont fait appel jeudi de ce non-

lieu.

Elles accusaient la mission Turquoise et la France de « *complicité de génocide* » pour avoir, selon eux, sciemment abandonné pendant trois jours les civils tutsi réfugiés dans les collines de Bisesero, laissant se perpé-

trer le massacre de centaines d'entre eux par les génocidaires, du 27 au 30 juin 1994.

Selon l'ONU, les massacres ont fait plus de 800.000 morts entre avril et juillet 1994, essentiellement au sein de la minorité tutsi.